

# Marché n° M508

Travaux d'aménagement de la déviation provisoire de  
la voie communale ALLAINES-BOUCHAVESNES

## Règlement de Consultation

**Annexe 1 : Modalités pratiques de transmission des  
plis au format électronique**

07/08/2024

Émetteur	Marché cible	Secteur	Phase	Classement	Domaine	Ouvrage	Type doc	Num.	Ind.
CSNE	M508	5	C	MARC	ACHA	VCALL	RCON	1000-01	A



**CANAL  
SEINE-NORD  
EUROPE**

SOCIÉTÉ  
DU CANAL  
SEINE-NORD  
EUROPE



# SOMMAIRE

<b>1. MODE DE TRANSMISSION .....</b>	<b>4</b>
1.1. Généralités .....	4
1.1.1. Date de remise des offres .....	4
1.1.2. Modalités de transmission .....	4
1.1.3. Références réglementaires .....	4
1.2. Exigences relatives aux certificats de signature du signataire.....	4
1.3. Outil de signature pour signer les fichiers.....	5
<b>2. FORMALISME DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE .....</b>	<b>6</b>
2.1. Généralités .....	6
2.2. Copie de sauvegarde.....	6
<b>3. DÉPÔT SUR PLACE ET ACCUSÉ DE RÉCEPTION.....</b>	<b>9</b>



# 1. MODE DE TRANSMISSION

## 1.1. GENERALITES

### 1.1.1. Date de remise des offres

Les opérateurs économiques transmettront leurs offres impérativement au plus tard à la date et l'heure limites figurant sur la page de garde du présent document.

### 1.1.2. Modalités de transmission

Pour transmettre leur offre par voie électronique, via la plate-forme des marchés PLACE, les opérateurs économiques devront :

- + S'inscrire sur la plate-forme de gestion des marchés publics PLACE accessible à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>
- + Être titulaire d'un certificat de signature électronique au moins en cas d'attribution du marché au candidat, pour la signature de son offre.

### 1.1.3. Références réglementaires

- + Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/4/12/ECOM1800780A/jo/texte>,
- + Règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32014R0910&from=FR> (Règlement eIDAS)

## 1.2. EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE DU SIGNATAIRE

Le certificat de signature de l'opérateur économique respecte l'un des deux cas suivants :

**1<sup>er</sup> cas** : Certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du Règlement eIDAS


La liste de ces prestataires de service de confiance est établie par la Commission Européenne et est disponible via le lien suivant : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>

Dans ce cas, l'opérateur économique n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

**2<sup>ème</sup> cas** : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement eIDAS susvisé.

La plateforme de dématérialisation PLACE accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes aux exigences du règlement eIDAS ou à celles du référentiel





général de sécurité (RGS) pour les certificats émis avant le 01/10/2018 et ce jusqu'à leur date de fin de validité.

L'opérateur économique s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

#### Justificatifs de conformité à produire

L'opérateur économique transmet les informations suivantes :

La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...

L'opérateur économique fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

## 1.3. OUTIL DE SIGNATURE POUR SIGNER LES FICHIERS

L'opérateur économique utilise l'outil de signature de son choix.

**1<sup>er</sup> cas** : l'opérateur économique utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, l'opérateur économique est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information concernant cet outil de signature.

**2<sup>ème</sup> cas** : lorsque l'opérateur économique utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.

Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, l'opérateur économique indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

Le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

Le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).



## 2. FORMALISME DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

### 2.1. GENERALITES

Les opérateurs économiques doivent insérer dans leur pli électronique l'ensemble des documents requis. Le fichier contient les documents demandés au présent règlement de la consultation. Ces documents sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats natifs suivants :

- + Format Word (".doc") ;
- + Format Excel (".xls") ;

Chaque document établi sera également transmis sous format Acrobat (".pdf").

Après création du pli, les opérateurs économiques se connectent sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, et doivent le déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

### 2.2. COPIE DE SAUVEGARDE

Conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques peuvent adresser une copie de sauvegarde selon les modalités fixées par l'arrêté du 14 avril 2023 venant modifier l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde et se rapportant aux annexes 6 et 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde peut, au choix du candidat, être transmise :


- Sur support papier ;
- Sur support physique électronique ;
- Par voie dématérialisée.

Sur support papier ou physique électronique :

Conformément à l'article 2.I dudit arrêté, l'opérateur économique qui effectue à la fois une transmission électronique (obligatoire via le profil d'acheteur) et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cédérom, DVD Rom, clé USB) ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures et/ou des offres. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde, la mention « pli à ne pas ouvrir par le service courrier », le numéro du marché, l'intitulé du marché et le nom ou la dénomination de l'opérateur économique ».

Cette enveloppe contiendra les pièces exigées par le pouvoir adjudicateur.





La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé au siège de la Société du Canal Seine-Nord Europe, au plus tard aux date et heure limites de remise des plis fixées dans les documents de la consultation. Les heures d'ouverture des bureaux sont les suivantes : de 9 heures à 18 heures. Si elle est envoyée par la Poste ou par tout moyen permettant de donner une date certaine, elle devra parvenir à l'adresse ci-dessous avant ces mêmes date et heure limites.

**Société du Canal Seine-Nord Europe**

Direction des marchés publics

Pôle de la commande publique et des achats

23, place d'Armes – 60 200 Compiègne

(N° de téléphone si nécessaire : 03 44 40 74 96)

**Copie de Sauvegarde**

**« PLI A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »**

**Marché n° M508**

**« Travaux d'aménagement de la déviation provisoire de la voie communale Allaines-Bouchavesnes »**

**Nom ou dénomination de l'opérateur économique**

Par voie dématérialisée :

L'opérateur économique est libre de remettre une copie de sauvegarde par voie électronique. Celui-ci peut l'envoyer par l'outil de son choix à condition qu'il respecte les exigences visées à l'annexe 8 du code de la commande publique.

Par le biais d'un accusé de réception, l'outil informe le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition d'une copie de sauvegarde et lui indique les modalités de récupération via l'adresse exclusive suivante :

marches@scsne.fr

Le pouvoir adjudicateur utilise l'outil retenu pour récupérer la copie de sauvegarde.

Pour information, les services existants qui permettent la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique :

- La lettre recommandée électronique
  - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) :  
[liste-produits-et-services-qualifiés.pdf \(ssi.gouv.fr\)](#)
  - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard \(europa.eu\)](#)



- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique







### 3. DÉPÔT SUR PLACE ET ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Un message indiquant aux opérateurs économiques que l'opération de dépôt sur PLACE de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie à l'opérateur économique que sa réponse n'est pas parvenue à la Société du Canal Seine-Nord Europe.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet de l'opérateur économique et de la taille des documents à transmettre.

Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-avant seront considérés hors délais et ne seront pas retenus.

Pour tout complément d'information ou toute difficulté relative à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation, les opérateurs économiques sont invités à contacter le service support PLACE de 9 heures à 19 heures au 01.76.64.74.07 ou à l'adresse suivante : [place.support@atexo.com](mailto:place.support@atexo.com).



#### Partenaires financiers



Cofinancé par l'Union européenne  
Le mécanisme pour l'interconnexion en Europe



SOCIÉTÉ  
DU CANAL  
SEINE-NORD  
EUROPE



[www.  
canal-seine-  
nord-europe.fr](http://www.canal-seine-nord-europe.fr)